

Carlos Moreno n'est pas près d'oublier le printemps 2023. Quand cet universitaire parisien évoque la façon dont des complotistes britanniques se sont emparés de ses idées pour les dénaturer, sa voix se casse, son regard s'assombrit. Trop de violence. Trop de mépris pour son travail. Au moment de raconter son histoire, cet homme d'ordinaire souriant derrière une barbe poivre et sel ne peut empêcher ses mains de trembler. « *Au plus fort de la campagne contre moi, j'ai craint que tout soit perdu, que dix ans d'effort et de réflexion intellectuelle soient détruits, invalidés par la boue déversée par des excités. Ma carrière aurait pu basculer. Sans parler de l'effroi causé par les menaces qui nous visaient, ma famille et moi.* »

La colère de la complotosphère vise ce que cet urbaniste, professeur à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, appelle la « *ville du quart d'heure* », une formule utilisée pour résumer le modèle qu'il a développé afin de réduire les transports et limiter les émissions de gaz à effet de serre. Pour lui, la ville ne doit plus être découpée en zones à usage unique (le travail d'un côté, l'habitation de l'autre, la santé plus loin, etc.), mais pensée de façon à ce que tout soit accessible dans un périmètre de quinze minutes à pied, à vélo ou en transports en commun. Paris sert de vitrine à ce concept. La maire (PS) Anne Hidalgo, l'avait d'ailleurs mis au cœur de son projet lors des municipales de 2020. Sauf que des complotistes voient dans cette « *ville du quart d'heure* » une manière de priver les individus de leur liberté...

Le phénomène n'a rien d'un feu de paille. Un sondage publié en juin aide à prendre la mesure du soupçon : 33 % des Britanniques estiment que les propositions de M. Moreno servent à réaliser « *la volonté du gouvernement de surveiller les citoyens et de restreindre les libertés* ». Au passage, la même étude indique qu'ils sont 32 % à croire que le « *grand remplacement* » « *de la population blanche par des immigrés non blancs est en cours* ».

Tout est parti d'Oxford, en Angleterre, le 19 février. Ce jour-là, cette ville universitaire, réputée fort paisible, est le théâtre d'une marche organisée pour s'opposer à un nouveau plan d'aménagement urbain. Quelques milliers de personnes, pas forcément du cru, participent à ce rassemblement hétéroclite. Un ami de Carlos Moreno installé dans la région l'alerte sur cette manifestation. Il lui envoie aussi des photos saisissantes : un homme défile avec une pancarte assimilant la « *ville du quart d'heure* » à un « *ghetto de Varsovie revisitée* » ; un autre a écrit « *non à la "ville du quart d'heure", non à la 5G, non au couvre-feu, au masque, au vaccin, non à la cancel culture, non au gouvernement mondial.* »

« EXCITER LA COLÈRE »

Il est vrai qu'Oxford et le comté dont elle dépend connaissent certaines tensions depuis quelque temps. Pour en finir avec les embouteillages, un plan d'aménagement a été dessiné, s'inspirant en partie de la « *ville du quart d'heure* ». Mais le projet se heurte à des réticences. Des balises posées dans certaines rues pour créer des couloirs réservés aux bus deviennent la cible de vandalisme. « *Oxford est une petite ville et il est rare que les gens manifestent. Le plan d'aménagement, la "ville du quart d'heure", ce ne sont que des prétextes trouvés par certains pour exciter la colère d'une partie de la population* », constate Danny Dorling, professeur de géographie à l'université d'Oxford.

De fait, des partis politiques marginaux tentent de profiter de cette fronde pour se faire connaître. C'est le cas du Heritage Party, fondé par un ancien du parti eurosceptique UKIP, qui, au moment du Covid-19, a fait du complotisme son fonds de commerce. Au Parlement, un député conservateur, Nick Fletcher, se laisse aller aux mêmes dérives : il voit dans la « *ville du quart d'heure* » « *un concept socialiste international* » qui va leur « *coûter [leurs] libertés individuelles* ».

La manifestation d'Oxford marque l'irruption dans le monde réel d'un discours déjà bien rodé en ligne. Différentes personnalités de la complotosphère s'en font l'écho, dont le psychologue et essayiste canadien Jordan Peterson, figure du conservatisme radical (4,4 millions d'abonnés sur Twitter), ou le comique britannique Russell Brand (6,5 millions d'abonnés sur sa chaîne YouTube). Aux Etats-Unis aussi, ces milieux bruisent de toutes sortes de soupçons : certains n'hésitent pas à prétendre qu'un déversement de produits toxiques signalé en février dans l'Ohio serait le fruit d'un plan secret destiné à contraindre les habitants des zones rurales touchées à rejoindre des « *villes du quart d'heure* ».



L'urbaniste et universitaire Carlos Moreno, chez lui, à Paris, le 18 mars. DMITRY KOSTYUKOV/NYF-REDUX-REA

Sale « quart d'heure » pour l'urbaniste

Un universitaire parisien d'origine colombienne, Carlos Moreno, a été pris pour cible, notamment au Royaume-Uni, par des complotistes qui l'accusent d'avoir développé un concept, « la ville du quart d'heure », jugé liberticide

Peu importe qu'aucun centre urbain n'ait envisagé d'adopter pareil modèle, l'accusation se répand. Conséquence : les menaces contre Carlos Moreno affluent par courriel ou sur Twitter. Un internaute lui souhaite que lui et sa famille « *se fassent tuer par Pablo Escobar* », un autre le met en garde (« *Tu vas payer pour les dégâts causés* »), un autre enfin lui promet que « *si nécessaire, on marchera sur les cadavres* » de ceux qui s'en prennent à la liberté.

« *Certains avaient trouvé en ligne de l'information sur moi, sur mes activités de syndicaliste étudiant en Colombie dans les années 1970, c'était pour eux la preuve que j'étais un terroriste.* » A l'adolescence, M. Moreno a brièvement été membre d'un mouvement marxiste, le M-19. Face à la répression engagée par le gouvernement, il prend la fuite en 1979, à l'âge de 20 ans. Réfugié en France, il poursuit sa formation en robotique et délaisse définitivement ses activités politiques. Pour autant, il n'oublie pas la Colombie, comme le prouve le bracelet aux couleurs nationales qu'il continue d'arborer. A son poignet, il porte aussi un autre bracelet, lié cette fois au bouddhisme, une spiritualité qu'il pratique depuis trente ans.

Carlos Moreno entame sa carrière de chercheur au tournant des années 1990. Il développe alors des outils informatiques qui trouvent des applications civiles et militaires. Il se revendique du sociologue Edgar Morin et de sa réflexion sur la complexité, dont il s'inspire pour l'adapter à la ville. Dans les années 2000, les systèmes informatiques qu'il a mis au point sont employés pour la gestion de certains équipements urbains, comme l'éclairage public. Il commence alors à s'intéresser à l'écologie. « *J'ai vu IBM proposer aussi des solutions technologiques pour piloter la ville, avec l'objectif de maîtriser l'espace public et de dégager des profits. Pour moi, c'est du "bullshit". Notre combat, c'est le climat, et ça ne pourra pas être réglé uniquement par des actions technologiques.* »

En 2016, un an après la COP de Paris, il en arrive à la fameuse « *ville du quart d'heure* ».

Dans le milieu de la recherche, certains restent sceptiques. Cette vision de la ville ne risque-t-elle pas d'accélérer la gentrification ? Qui, sinon un privilégié, peut trouver du travail à proximité de l'endroit où il demeure ? La controverse intellectuelle s'engage. L'urbaniste convainc peu à peu. Le C40, un collectif rassemblant certaines des plus grandes villes du monde pour lutter contre le réchauffement climatique, adopte son modèle en juillet 2020. L'année d'après, Carlos Moreno se voit décerner le prix Obel, créé par une fondation danoise afin de promouvoir une architecture plus respectueuse de la planète.

TRIBUNES DE SOUTIEN

C'est en mars 2022 que les esprits conspirationnistes commencent vraiment à s'échauffer. L'élément déclencheur ? La diffusion d'une vidéo sur la « *ville du quart d'heure* » par le Forum économique mondial, qui organise tous les ans le sommet de Davos (Suisse), bête noire des opposants au « *mondialisme* ». Les antivax, les détracteurs du confinement imposé pendant la crise liée au Covid trouvent un nouveau sujet d'indignation. Un an plus tard, la manifestation d'Oxford apportera une forme de légitimité populaire aux mensonges, désormais multiples, sur les travaux de Carlos Moreno. C'est ainsi : la question du réchauffement climatique, comme d'autres domaines d'étude (le genre, le racisme...) valent de plus en plus insultes et menaces à ceux qui les abordent.

Face à la tempête, Carlos Moreno a reçu le soutien de Christine Neau-Leduc, présidente de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Elle lui a écrit, puis le dossier a été suivi par Eric Lamarque, directeur de l'Institut d'administration des entreprises Paris, l'école de commerce de la Sorbonne dont dépend Carlos Moreno. Les menaces ne venant pas de France, aucune plainte n'a été déposée. Aujourd'hui, M. Lamarque continue de prendre régulièrement des nouvelles de l'urbaniste.

Cécile Faliès, vice-présidente chargée de la recherche à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, précise que différents services

sont susceptibles de venir en aide aux collègues confrontés à ce type de campagne. « *Ce qui se passe en ligne est de l'ordre du privé, l'université ne peut pas toujours intervenir directement. La présidence exprime néanmoins sa solidarité à chaque fois qu'un membre du personnel fait l'objet d'attaques.* » Des services psychologiques et juridiques sont aussi à disposition de ceux qui en expriment le besoin, mais Carlos Moreno n'y a pas eu recours. « *La protection fonctionnelle, auquel a droit tout agent public, peut également être mise en place, avec un soutien judiciaire lorsqu'une plainte est déposée* », ajoute M^{me} Faliès

Après l'épisode d'Oxford, la solidarité s'est organisée autour de Carlos Moreno. Pen America, une association américaine de défense de la liberté d'expression, l'a approché pour lui proposer une formation inspirée de son manuel contre le harcèlement en ligne. Un architecte italien, Carlo Ratti, professeur au Massachusetts Institute of Technology, a publié, début mars, diverses tribunes dans la presse aux Etats-Unis et en Italie pour afficher son soutien. A ses yeux, un principe démocratique – la liberté d'expression – a été attaqué, et il faut le défendre. « *Je partage les idées de Carlos Moreno, précise-t-il au Monde, mais même si ce n'était pas le cas, chacun doit pouvoir présenter ses idées sans crainte.* »

Mais les esprits malveillants sont toujours aux aguets. Carlos Moreno a pu le constater quand il s'est rendu en Argentine, en avril. Dans ce pays, l'irruption d'un candidat d'extrême droite à la présidentielle d'octobre, Javier Milei, favorise la diffusion de thèses conspirationnistes. Lors de ce séjour, l'urbaniste a fait l'objet de menaces si graves qu'il a dû être accompagné par des policiers dans tous ses déplacements. Au début du mois de mai, une bonne nouvelle lui est tout de même parvenue d'Oxford : les élections locales n'ont pas permis aux tenants du conspirationnisme de remporter le moindre siège dans la région. A l'entendre, « *les urnes ont éclairci les choses* », et il peut enfin souffler. Mais qui sait pour combien de temps ? ■

MARC-OLIVIER BHERER